

## **CHARTRE ISR REGIME D'ALLOCATIONS VIAGERES DES GERANTS DE DEBITS DE TABAC (RAVGDT)**

### **Présentation Générale :**

Institué par la loi de finances n°63-156 du 23 février 1963 et régit par le décret n°63-1104 du 30 octobre 1963, le Régime d'Allocations Viagères des Gérants de Débits de Tabac (R.A.V.G.D.T.), constitue depuis le 31 décembre 2017 (loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - article 42) un régime de retraite additionnel obligatoire, placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (Direction Générale des Impôts).

Les bénéficiaires du R.A.V.G.D.T. sont les gérants de débits de tabac ordinaires. Leurs ayants-droits (conjoint survivant, orphelin) bénéficient d'une pension de réversion sous certaines conditions après le décès du titulaire. Le conjoint peut également, dans certaines conditions, bénéficier d'une allocation complémentaire.

### **Mise en œuvre de la démarche ISR :**

En tant qu'investisseur de long terme, une des préoccupations du Régime est de créer de la valeur financière tout en essayant de limiter les impacts sur la société et l'environnement. Pour cela, il est nécessaire de minimiser les risques afin de préserver la performance financière et la valeur des réserves.

En outre, bien que non assujetti aux obligations de l'article 29 de la Loi énergie-climat (LEC) qui impose un reporting de durabilité aux investisseurs, la responsabilité de l'Etat dans le pilotage du régime implique la mise en cohérence de sa stratégie d'investissement avec les engagements nationaux en matière d'investissement responsable et avec le développement des pratiques de place en la matière.

En se basant sur ce constat, le RAVGDT prendra progressivement en compte des considérations ESG (Environnementale, Sociale, et Gouvernementale) dans le processus d'investissement et s'inspirera des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI - voir Annexe 1) ainsi que des dix principes du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies (Global Compact – voir Annexe 2).

Par ailleurs, le Régime s'appuiera sur les normes, conventions et standards internationaux dont :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, notamment par les pays ;
- La Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail, et plus particulièrement le renforcement du dialogue social dans le travail, le développement de la protection sociale, la suppression du travail des enfants, du travail forcé, et des discriminations ;
- La déclaration de Rio et toutes initiatives encourageant la transition énergétique et écologique, la lutte contre le réchauffement climatique ainsi que la préservation de l'environnement ;
- La Convention des Nations Unies et spécifiquement la lutte contre la corruption ;
- Le Traité d'Ottawa<sup>1</sup> et Convention d'Oslo<sup>2</sup> (lutte contre la commercialisation et l'utilisation d'armes interdites).

De ce fait, les sociétés ayant une gestion financière pour le compte du RAVGDT seront tenues de :

- Développer un cadre d'analyse ESG en intégrant dans le processus d'investissement les principes et conventions cités précédemment ;
- Effectuer un suivi des controverses et exclure les valeurs ne respectant pas les principes de la Charte ;
- Engager un dialogue avec les acteurs afin de favoriser ou d'améliorer l'application de ces principes ;
- Demander aux sociétés de publier régulièrement des rapports et informations ESG.

---

<sup>1</sup> Le Traité d'Ottawa interdit l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel et encourage leur destruction.

<sup>2</sup> La convention d'Oslo interdit l'utilisation, la production, le stockage et le transfert de toutes les armes à sous-munitions définies comme telles.

## **ANNEXE 1 :**

### **Six principes pour l'investissement Responsable de l'ONU (UNPRI)**

1. Prendre en compte les questions ESG dans leurs processus de décisions en matière d'investissement
2. Prendre en compte les questions ESG dans leurs politiques et leurs pratiques d'investisseurs
3. Demander aux sociétés dans lesquelles ils investissent de publier des rapports et informations sur leurs pratiques ESG
4. Favoriser l'acceptation et l'application des PRI auprès des gestionnaires d'actifs
5. Travailler en partenariat avec les acteurs du secteur financier qui se sont engagés à respecter les PRI pour améliorer leur efficacité
6. Rendre compte de leurs activités et de leurs progrès dans l'application des PRI

## **ANNEXE 2 :**

### **Dix principes du Pacte Mondial de l'ONU (UN Global Compact)**

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux Droits de l'Homme
2. Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des Droits de l'Homme
3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.
4. Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.
5. Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.
6. Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.
7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement.
8. Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.
9. Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.
10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.